

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Face à la montée du chômage et aux mensonges bourgeois PAS D'ILLUSION A SE FAIRE, IL FAUT LUTTER

Les principaux politiciens du pays ont manifesté, ces dernières semaines, une grande autant que soudaine sollicitude envers ce qu'ils appellent les problèmes sociaux, en particulier vis-à-vis de la question du chômage.

**Quand la bourgeoisie
prétend combattre
le chômage et l'exclusion...**

Voilà Balladur, le Premier ministre en personne, qui s'engage, « sans toutefois rien promettre », à réduire, en sept ans, d'un million le nombre des

chômeurs en France, avec, selon ses propres dires, « l'aide et l'engagement collectif de tous les partenaires sociaux », et en premier lieu des syndicats.

Foutaise ! Bien sûr, l'appui des syndicats, rouages de l'Etat capitaliste, pour faire passer les sales coups du gouvernement lui est, totalement acquis. Mais la réalité que nous prépare la bourgeoisie est, pour le reste, tout autre. La baisse du chômage ? On a vu avec quel constant cynisme la bourgeoisie a menti pour truquer les chiffres et tripatouiller les statistiques des

ANPE. Elle nous parle aujourd'hui de 3 millions de chômeurs alors que le cap des 5 millions est largement dépassé. Elle ose nous parler de baisse ou de stabilisation du chômage alors que, depuis des années, la masse des sans-emploi n'a cessé de croître et que, tous les jours, de nouvelles centaines de prolétaires, jetés à la porte de leur entreprise, viennent l'alourdir. Encore tout récemment, elle a fait disparaître d'un coup un minimum de 245 000 demandeurs d'emploi, en les privant de toute allocation, grâce à la décision de ne plus considérer comme

chômeurs tous ceux qui avaient pu travailler au moins 78 heures pendant un mois ! Et cette nouvelle exclusion s'ajoute à la longue liste des radiations et autres artifices qui viennent déformer et masquer la montée inexorable du chômage, phénomène pleinement révélateur de la faillite totale du système capitaliste.

Dans la foulée, d'autres ministres se targuent aujourd'hui de nouvelles créations d'emploi. Ce qu'ils cachent soigneusement, c'est que la plupart des offres d'emploi actuelles et la quasi-totalité des postes créés sont des petits boulots sous-payés, des embauches précaires, à l'essai, des stages ou des contrats à durée limitée, des temps partiels, qui, soit ne suffisent pas à faire vivre, soit ne font qu'accorder un sursis momentané au chômeur.

Voilà Chirac qui, pour mieux critiquer la politique de son rival, déplore de voir « la cohésion sociale du pays déchirée » et fait mine de s'inquiéter de « la montée de l'exclusion sociale ». Pour l'enrayer, il propose un « nouveau contrat social » impliquant « la solidarité de tous ». Comble de l'hypocrisie : les assises parlementaires du RPR, parti représentant la droite la plus rigide, sont même, sous l'impulsion de son leader, transformées en « Journées sur l'exclusion sociale ». Tout cela pue à plein nez la démagogie électorale entre concurrents à l'élection présidentielle.

Quant à la solidarité qu'ils réclament, c'est un air bien connu, déjà

joué auparavant par la gauche au pouvoir : elle ne peut signifier autre chose que la perspective de nouveaux sacrifices pour tous les salariés encore en activité.

**...c'est à la classe ouvrière
qu'elle s'attaque**

La paupérisation croissante de la classe ouvrière n'est pas seulement réduite et identifiable à la croissance vertigineuse du nombre de SDF, de chômeurs en fin de droits, de titulaires du RMI, comme l'idéologie dominante voudrait nous le faire croire. Elle se caractérise aussi par la précarisation de l'emploi déjà évoquée, et par l'abaissement général des salaires et du niveau de vie de tous les salariés que toute la bourgeoisie cherche activement à nous imposer actuellement. Le sort des prolétaires « victimes de l'exclusion sociale », elle s'en soucie comme d'une guigne. Le directeur général des ANPE, Michel Bon, prêche partout ses cyniques propositions de réserver les allocations de chômage aux chômeurs acceptant en contrepartie d'effectuer des travaux d'intérêt public. Non seulement on lance une sonde pour une attaque future demandant aux chômeurs d'aller travailler pour pouvoir prétendre à une allocation de misère, mais la bourgeoisie peut encore relancer ainsi une campagne d'intoxication permettant d'opposer les bons chômeurs actifs et

(SUITE PAGE 3)

1914-1994 : DEPUIS 80 ANS, LE CAPITALISME PLONGE L'HUMANITÉ DANS LA BARBARIE

La bourgeoisie met un empressement tout particulier à fêter certains anniversaires et événements. C'est le cas lorsqu'il s'agit de célébrer par exemple les triomphes de la démocratie, de chanter la victoire du capitalisme libéral sur les prétendus modèles communistes staliniens, de louer la grandeur de la civilisation capitaliste comme si cette dernière devait être indépassable. Sur la tête des prolétaires, elle fait alors passer le rouleau compresseur de campagnes obsédantes et abrutissantes. Coincée au beau milieu des fastes commémoratifs des Débarquements et des « Libérations » de 1944, cet été, il est une date que la classe dirigeante s'est bien gardée en revanche de rappeler. Début août 1914, juste quatre-vingts ans en arrière, se produisait pourtant un fait d'une extrême importance : le déclenchement de la première guerre mondiale.

C'est bien sûr un oubli volontaire de la bourgeoisie. Quel intérêt aurait-elle eu de braquer des projecteurs sur un massacre dont la seule évocation suffit à couvrir pour toujours de honte le blason capitaliste ? Mais il y a bien plus que cela derrière la discrétion de la bourgeoisie. L'avènement de la tuerie impérialiste mondiale de 1914-1918 marque en effet l'entrée de son système capitaliste dans l'ère historique de la décadence. Pour l'humanité en général mais surtout pour le prolétariat, le XX^e siècle n'est qu'une longue, trop longue, période de barbarie totale. Les révolutionnaires doivent souligner cette réalité de plusieurs traits.

Depuis que les sociétés de classes sont apparues il y a environ 10 000 ans, des guerres en nombre incalculable ont ensanglanté l'humanité. Chacune apporta son lot de cruautés nouvelles. Les successifs affrontements armés du XIX^e siècle : guerres napoléoniennes, guerres d'émancipation nationale (italienne, polonaise, etc.), guerre franco-prussienne de 1870, guerres coloniales, tout en accompagnant la formidable marche en avant du capitalisme dans le monde, élargissaient aussi et modifiaient déjà sensiblement les anciennes conditions de l'art martial suprême. Mais aucune guerre antérieure

ne peut rivaliser, et de très loin, avec le degré de puissance dévastatrice et exterminatrice auquel atteint la boucherie de 1914-1918. Pour la première fois de l'histoire, ce conflit mit aux prises non plus deux ou trois armées mais des dizaines d'armées appartenant à 35 pays belligérants, dont certains, comme les Etats-Unis, firent traverser à leurs troupes l'Atlantique. Les fronts, multiples, s'étendirent sur des centaines de kilomètres et s'ouvrirent sur plusieurs continents.

La première guerre mondiale vit la mise en oeuvre d'une force de frappe colossale, inconcevable avant août 1914,

le déploiement d'un arsenal inouï de canons, armes à longue portée, engins de mort terrestres, aériens et navals, l'expérimentation de techniques de combat, tels les gaz chimiques, aussi terrifiantes qu'absolument inédites. Les images de la tuerie nous restent aujourd'hui encore suffisamment présentes pour qu'il soit utile de dépeindre ici les détails de l'horreur. En matière de carnage, tous les records jusque-là enregistrés furent pulvérisés : officiellement 8,5 millions de morts et 20 millions d'estropiés, mutilés et autres blessés (en quatre ans seulement !); des villes rasées et des régions entières rendues pour longtemps impropres aux cultures.

**La « der des der »,
première guerre totale
de l'histoire**

Le caractère le plus original, si l'on ose parler ainsi, de cette guerre est le fait qu'elle entraîna dans sa tourmente non seulement les soldats mais l'ensemble de la société. Pour la mener, les bourgeoisies durent atteler l'essentiel de leur appareil industriel à la production d'armements. Elles réquisitionnèrent par la force (et avec l'aide des syndicats comme des traîtres des partis socialistes, il vaut d'insister là-dessus) des bataillons énormes d'ouvriers femmes, hommes et enfants pour faire tourner nuit et jour la machine de guerre dans les usines. Ainsi naquit la première guerre totale de l'histoire.

(SUITE PAGE 6)

Sommaire

SITUATION INTERNATIONALE

Suisse : encore une vitrine du capitalisme qui vole en éclats p. 2
Mexique : les zapatistes confirment leur nature bourgeoise p. 2
Haïti : une nouvelle opération de police au nom de la démocratie p. 2

FRANCE

Le PS vire à gauche pour mieux mystifier les ouvriers p. 3
Mitterrand : un digne représentant de la classe bourgeoise p. 3
A propos du passé de Mitterrand, l'hypocrisie des staliniens et des trotskistes p. 3

TENSIONS IMPÉRIALISTES

Cessez-le-feu en Irlande du Nord :
l'offensive américaine contre la Grande-Bretagne p. 4
L'Allemagne s'affirme comme principale rivale des Etats-Unis p. 4
Retrait des troupes d'occupation à Berlin : la paix prépare toujours la guerre p. 4
La France défend bec et ongles ses intérêts impérialistes en Algérie p. 5
Rwanda : les médias se sont tus, la barbarie continue p. 5
Yougoslavie : derrière leurs plans de paix,
les grandes puissances attisent la guerre p. 5

CINQUANTENAIRE DE LA LIBÉRATION

Comment les trotskistes ont envoyé les prolétaires au massacre impérialiste p. 8

CRISE ET ATTAQUES ANTILOUVRIÈRES EN SUISSE

Encore une vitrine du capitalisme qui vole en éclats

Pendant longtemps, la Suisse a été considérée comme un îlot de bien-être et de prospérité. Les bourgeoisies des autres pays montraient jusqu'ici souvent la Suisse en exemple et affirmaient à la classe ouvrière : « *Regardez, nous devons travailler ensemble aussi durement, aussi longtemps et de manière aussi efficace que les Suisses pour qu'ensuite, pour nous aussi, tout aille mieux.* » (1) Cela est aujourd'hui terminé. La Suisse a perdu sa fonction de modèle pour le capitalisme. Avec seulement 36 % de son produit intérieur brut réalisés à l'exportation, elle est rattrapée par la crise de surproduction mondiale.

L'Etat est contraint, d'une part, d'augmenter ses rentrées et, d'autre part, de réduire ses dépenses, ce qui signifie une attaque massive portée sur les conditions de vie de la classe ouvrière. Les taxes sur les carburants et les tabacs ont été augmentées, la TVA va l'être en 1995. Sous prétexte de « *défense écologique de l'environnement* » sera également introduite une nouvelle taxe sur la production de gaz carbonique, baptisée « *impôt CO₂* », dont le tiers du produit restera à l'Etat. Les primes des caisses d'assurance maladie, déjà extrêmement élevées, augmentent en permanence alors qu'inversement, de plus en plus de prestations d'indemnisation sont supprimées. Depuis 1993, un forfait hospitalier (10 FS par jour d'hospitalisation payés par les malades) a été institué. Plus de 850 médicaments ne sont en outre plus pris en charge par la Caisse de maladie.

Dix à vingt pour cent de baisse des salaires et la suppression de l'indexation des salaires sur le coût de la vie sont dans tous les cantons à l'ordre du jour.

Ce sont là des attaques qui touchent gravement toute la classe ouvrière. Vu que la Suisse est un Etat fortement fédéral, cela permet à la bourgeoisie de multiplier et de diversifier ses attaques contre le prolétariat. Un seul exemple : à Zurich, une amputation de 5,1 % du salaire vient d'être imposée aux employés municipaux à travers la diminution de la paie du treizième mois ; elle sera suivie en 1996 d'une nouvelle baisse de 4,8 % de leurs salaires, cette fois à cause de la réduction du temps de travail de 42 à 40 heures par semaine !

Le chômage au coeur des attaques antiouvrières

Mais c'est la multiplication par cinq du nombre de chômeurs depuis 1985 qui reflète le mieux l'ampleur du développement de la crise. Officiellement, le chômage ne toucherait actuellement encore que 4,8 % de la population, mais même les syndicats, organes de l'Etat bourgeois, parlent d'un taux de 8,5 %. L'année dernière, les retenues sur les salaires destinées aux indemnités de chômage ont été doublées, passant de 1 à 2 %. Et les mesures de licenciement constituent désormais la principale des attaques de la bourgeoisie contre le prolétariat. Tous les ouvriers sont soumis à un chantage permanent vis-à-vis du chômage. Les patrons utilisent ce chantage pour imposer, avec l'aide des syndicats, des baisses de salaires et des augmentations de la durée du temps de travail. C'est ainsi, par exemple, que le Syndicat des ouvriers de la métallurgie a adopté, avec l'Union patronale des industries de la machine-outil, une convention permettant aux entrepreneurs qui se trouvent particulièrement en crise

de faire passer la durée de travail hebdomadaire de 40 à 45 heures.

Des attaques du même type ont déjà été portées depuis plus longtemps, sans l'aide des syndicats, dans les petites entreprises comme dans les branches où l'expérience de la lutte ouvrière est moindre.

D'autres syndicalistes et les gauchistes se réfèrent, quant à eux, au modèle donné par Volkswagen en Allemagne pour préconiser une réduction du temps de travail. De cette manière, les ouvriers sont enfermés dans un faux choix gestionnaire « *pour combattre la crise et la montée du chômage* »

Les manoeuvres de la bourgeoisie

Mais la bourgeoisie, consciente que le prolétariat est en train de perdre ses illusions, se montre très vigilante. Cette vigilance se révèle par une soigneuse organisation des attaques. Chaque secteur de la classe ouvrière est touché séparément des autres et de préférence de telle manière que d'autres couches sociales soient également atteintes. De sorte que la riposte ouvrière éventuelle peut être, dès le début, noyée dans les autres couches et détournée de son propre terrain de classe.

Avec précaution, la bourgeoisie évite encore toute attaque frontale, ou, si elle le fait, c'est en préparant d'abord le terrain pour les faire passer en mobilisant tout son arsenal idéologique et ses médias. Ainsi, une récente mesure étatique, aussi antiouvrière et frontale que le recul de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans pour les femmes (que la bourgeoisie parle déjà de repousser bientôt jusqu'à 67 ans !), a fait l'objet d'un battage et d'un débat public intenses. A

cette occasion, les politiciens ont naturellement opposé la condition des hommes et des femmes, car l'âge de la mise à la retraite pour les hommes tourne actuellement autour de 65 ans. L'allongement de la durée de la vie active concerne en premier lieu les femmes qui se trouvent près de l'âge du départ en retraite.

Par conséquent, les syndicats se sont employés à mobiliser uniquement les femmes. La bourgeoisie poursuivait ainsi deux objectifs.

Premièrement, il s'agissait d'empêcher la classe ouvrière de prendre conscience que cette attaque était dirigée contre elle dans son ensemble, tout en cherchant à la diviser et même à susciter des oppositions d'intérêts en son sein. Deuxièmement, toute la bourgeoisie a ardemment encouragé la mobilisation la plus large possible des femmes pour dévoyer et noyer le prolétariat sur un terrain aclassiste.

Non seulement l'ampleur des attaques portées contre les ouvriers est le

reflet de la profondeur du marasme économique dans lequel s'enfonce le pays mais l'existence de manoeuvres d'une telle envergure développées face au prolétariat signifient encore qu'en Suisse également, la bourgeoisie prend la mesure des nuées d'orage qui s'accroissent à l'horizon du capitalisme.

Texte écrit en juin dernier par des sympathisants du CCI en Suisse.

(D'après *Weltrevolution*, organe du CCI en Allemagne, n° 65.)

(1) La durée du temps de travail hebdomadaire légal est de 42 heures et dépasse la moyenne des autres Etats européens occidentaux. Ce qui démontre bien que l'allongement de la durée du travail, parfois présentée comme un remède à la crise par certains capitalistes, n'est qu'un leurre supplémentaire.

INTERVENTION AMÉRICAINE EN HAÏTI

Une nouvelle opération de police au nom de la démocratie

Ainsi donc après avoir décrété le blocus naval de Haïti, avec l'appui de l'ONU, les Etats-Unis viennent de débarquer dans cette île des Caraïbes.

Une véritable armada a été mobilisée pour soi-disant « *renverser la tyrannie* », ne comprenant pas moins de 24 navires de l'US Navy et 20 000 hommes de troupes contre la ridicule armée des « *tontons macoutes* ». Les troupes de la première puissance mondiale occupent sans coup férir les points stratégiques du pays. Tout ceci évidemment pour « *établir la démocratie* ».

Une belle opération, à mettre au compte de la bourgeoisie américaine, visant à accréditer l'idée que seule une intervention militaire pouvait régler les problèmes insolubles que connaît Haïti.

Ainsi, c'est après un long entretien « *très chaleureux et cordial* » avec les chefs de la junte haïtienne, qualifiés à peine quelques jours auparavant de dictateurs et de gangsters, que l'impérialisme américain pouvait crier victoire et montrer à la face du monde ses capacités à ramener la paix et la démocratie dans cette partie du monde.

Le grand show télévisé pouvait commencer à la gloire des GI's. C'est en direct sur la plupart des chaînes de télévision que la population américaine a pu voir débarquer ses troupes. Un remake de l'opération « *Restaurer l'espoir* » en Somalie ! Et cette fois-ci l'opération porte le nom évocateur de « *Soutien à la démocratie* » !

Malheur aux pauvres bougres qui ont pris pour argent comptant les déclarations de la bourgeoisie. Au deuxième jour de la présence des forces américaines à Haïti, une foule de civils voulant exprimer sa joie à été dispersée brutalement sous les yeux des soldats yankees impassibles. Bilan : un mort et plusieurs blessés.

Cet événement montre s'il en était besoin que « *la protection des droits de l'homme et le soutien à la démocratie* » sont le dernier des sous-cis de ces pseudo-

justiciers qui prétendent jouer les gendarmes du monde.

En fait, c'est la réaffirmation de leur leadership mondial qui a poussé les Etats-Unis à envahir cette île ; tout comme avait été menée l'opération « *Tempête du désert* » dans la péninsule arabique et l'opération « *Restaurer l'espoir* » en Somalie. Les déclarations du conseiller à la Sécurité nationale de Clinton étaient d'ailleurs très claires : « *C'est une question de crédibilité pour les Etats-Unis.* » Et pour bien montrer aux autres puissances impérialistes qu'ils entendaient conduire seuls cette opération de police, c'est sous commandement américain et avec la bénédiction de l'ONU que tout ce battage militariste s'est opéré. Et dans cette croisade démocratique, la Maison-Blanche a une nouvelle fois contraint ses « *partenaires* » européens, dont la France, à cautionner l'opération en envoyant un contingent de soldats. Ainsi, sous des alibis démocratiques et entre « *hommes d'honneur* » comme le soulignait le général Colin Powell, ancien commandant des troupes américaines durant la guerre du Golfe, cette opération de nettoyage n'a qu'un seul but : permettre aux Etats-Unis de réaffirmer leur mainmise sans partage sur tout le continent américain, et en particulier dans les Caraïbes. En même temps, il s'agit, pour l'oncle Sam, de lancer un avertissement au régime castriste voisin.

Derrière tous les discours qui ne vont pas manquer sur le bien-fondé de cette intervention dans les Caraïbes, contrairement à ce que voudrait faire croire leur écoeurante mascarade, il n'y a pas de bonne cause. Il n'y a que la cause guerrière des grandes puissances, qui luttent pour défendre leurs intérêts de pillards impérialistes.

Yannis (24 septembre)

ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES AU MEXIQUE

Les zapatistes confirment leur nature bourgeoise

Par un saisissant raccourci historique, les zapatistes mexicains sont passés de la geste romantique « *révolutionnaire* » à la Che Guevara, typique des années 60, aux grenouillages et magouilles dans les corridors du pouvoir, beaucoup plus explicites de leur nature bourgeoise.

Ce groupe de guérilleros d'un des Etats les plus pauvres du Mexique n'avait pas lésiné sur les symboles en choisissant le 1^{er} janvier, date de l'entrée en vigueur de l'ALENA (1), pour en investir les principales villes. Un effroyable carnage s'en était suivi, les tanks et les avions de l'armée mexicaine provoquant plusieurs milliers de victimes parmi les Indiens du Chiapas. Ce fardeau n'a pas dû peser bien lourd sur la conscience du « *sous-commandant* » Marcos, dirigeant de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), puisque quelque temps après s'engageaient des négociations avec le gouvernement.

En attendant, les dirigeants de ce groupe brandissaient bien haut le drapeau national lors d'une manifestation de soutien à l'élection présidentielle du mois d'août.

La recomposition du paysage politique mexicain, rendue nécessaire par l'usure de l'incroyablement nommé Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), et par l'association du pays avec son

grand voisin du Nord, via l'ALENA, consiste à rendre plus crédible la sacrosainte démocratie que soixante-cinq ans de règne du PRI ont quelque peu déconstruite.

Durant toute la période de préparation de l'élection, on a pu voir l'EZLN mener une campagne forcée pour soutenir le candidat du Parti de la Révolution Démocratique (PRD), Cuauthemoc Cardenas (ex-membre et fils du fondateur du PRI), en drainant les foules vers ses meetings et manifestations. Dès l'élection passée, les marchandages ont commencé entre les différents partis en lice, y compris l'EZLN, qui vint réclamer le prix de son travail.

Un premier acompte a consisté, pour le gouvernement mexicain, à mettre à la disposition des guérilleros les bus et le groupe électrogène nécessaire à la tenue de sa Convention nationale démocratique prévue pour l'été dans la zone contrôlée par la guérilla. L'appel à cette réunion est très clair quant aux objectifs que se fixe l'EZLN. On peut y lire en effet que « *sont invités ceux qui luttent ou veulent lutter pour un changement démocratique* » et même, précise-t-on, « *ceux qui veulent un changement démocratique pacifique* » Et le texte d'ajouter : « *Ceux qui ne sont pas d'accord pour essayer la voie électorale ne sont pas invités.* ». Ces quel-

ques passages de l'appel en disent plus long que de grands discours et valent toute démonstration.

La fonction de cette fraction de l'extrême gauche du capital est de rabattre la population et les ouvriers mexicains vers le terrain électoral. En échange de quoi, les partis au pouvoir sont disposés à lui faire une petite place et à payer ses services. Tandis que le PRI, le Parti d'Alliance Nationale et le PRD négocient la répartition des postes de façon ouverte ou presque, les premiers contacts avec l'EZLN demeurent plus discrets. Bien sûr, nos guérilleros ne peuvent pas troquer, aussi vite et aussi ouvertement, le fusil, la cagoule et le *battle dress* pour le costume trois pièces et les maroquins ministériels. D'ailleurs, ce n'est pas dans les fonctions officielles qu'ils seraient du plus utile à leur bourgeoisie.

A l'image des gauchistes européens, dont une délégation était présente à leur convention, les zapatistes sont bien plus efficaces sur le terrain de l'opposition, où leur langage à prétention révolutionnaire leur confère une efficacité redoutable contre la classe ouvrière.

Yorik (23 septembre)

(1) ALENA : traité de libre-échange nord-américain liant le Mexique, les Etats-Unis et le Canada.

Le PS vire à gauche pour mieux mystifier les ouvriers

Alors que la droite tape directement sur la classe ouvrière, la gauche dans l'opposition essaie tant bien que mal de se refaire une virginité à bon compte. Et c'est là qu'elle devient la plus dangereuse pour les ouvriers. C'est maintenant qu'ils doivent redoubler de vigilance et de méfiance envers ses manœuvres. Ainsi, durant l'été, le Parti « Socialiste » a fait feu de tout bois pour se parer d'un discours radical. « *Politiquement, le Parti Socialiste doit se repositionner comme parti du salariat* », a déclaré Emmanuel, nouveau secrétaire de ce parti bourgeois, à l'occasion de l'université d'été du PS. Quant à la Gauche Socialiste, animée par d'anciens leaders du groupe trotskiste Ligue Communiste Révolutionnaire, elle parle de « *rupture avec le système* », pour citer un de ses porte-parole, Marie-Noëlle Lienemann, ex-ministre de Mitterrand. Après s'être débarrassé de Rocard, il y a quelques mois, marqué trop à droite dans l'opinion publique, nos anciens commis d'Etat repeignent la boutique.

Le sale travail des trotskistes

Et pour rendre encore plus crédible ce tournant à gauche, nous apprenons dans le même temps qu'une partie des troupes de la LCR « *entame la discussion avec le Parti Socialiste pour étudier dans quelles conditions politiques et organisationnelles notre courant pourrait s'intégrer en son sein* » (*Démocratie et Révolution*, organe de la fraction publique de la LCR, 25 juillet 1994). Après avoir servi de rabatteurs à la gauche du capital depuis vingt ans, les trotskistes ne craignent donc pas de rejoindre ce parti qui a porté les coups les plus terribles à la classe ouvrière.

Pas gênés de s'acoquiner avec des pourvoyeurs de chair à canon, qui envoyèrent en Indochine, en Algérie, et tout récemment dans le Golfe des générations de jeunes ouvriers sur les champs de bataille. Pas embarrassés, ces petits bureaucrates, de rentrer dans le parti de Mitterrand, ancien partisan de la Révo-

lution Nationale pétainiste, comme l'avait souligné il y a seulement deux ans la LCR dans son journal, *Rouge*.

La social-démocratie tente de se refaire une santé dans l'opposition, et elle pourra s'appuyer sur les militants gauchistes pour dévoyer les luttes qui ne manqueront pas d'avoir lieu à mesure que s'accumulent les attaques portées par la droite et que la gauche redéploie ses campagnes idéologiques de dévoiement (antifascisme, antiracisme, etc.).

La classe ouvrière ne doit pas oublier les leçons du passé

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de la social-démocratie en France que la gauche tente de faire oublier à la classe ouvrière son passé au service de l'Etat. Le Parti Socialiste actuel lui-même est né, au fameux congrès d'Epinay, de la transformation de la vieille SFIO en parti moderne aux accents plus radicaux. Il fallait tenter de faire oublier le sinistre rôle joué par les « socialistes » lors de la guerre d'Algérie, dans les années 50, où furent envoyées au casse-pipe plusieurs centaines de milliers de jeunes prolétaires, dont beaucoup ne revinrent pas. A l'époque d'Epinay ou peu après, d'ex-gauchistes (Rocard entre autres) se rallièrent à cette opération de ravalement de la vieille maison socialiste en parti ouvrier. Cette mutation permit aux socialistes, lors de l'accession du PS au pouvoir en 1981 de se dire « *porteur d'autogestion* » et apôtres du « *changer la vie* ». Treize ans plus tard, les ouvriers ont effectivement mesuré le changement apporté dans leur condition de prolétaires !

C'est pourquoi les ouvriers ne doivent à aucun moment, quand tous ces loups se déguisent en agneaux bêlants, quand ils se présentent de nouveau comme les meilleurs amis et leurs plus grands défenseurs, perdre de vue ce que la gauche leur a fait subir pendant que le PS était aux commandes de l'Etat.

Quand les socialistes raconteront, la main sur le cœur, qu'ils n'auraient jamais porté, eux, les attaques que la droite nous assène, les prolétaires doivent à chaque fois leur faire rentrer dans la gorge ces mensonges. Face aux attaques continuelles de nos conditions de vie, il faut se rappeler le blocage des salaires du gouvernement Mauroy en 1982-83. Devant la défense de la Sécurité sociale qu'on nous assigne pour but de lutte, il faut se rappeler l'institution

du forfait hospitalier par le ministre « communiste » Ralite; il faut se souvenir des centaines de milliers de licenciements dans le secteur privé, des dizaines de milliers de suppressions de postes dans le secteur public ou la Fonction publique, de la diminution des allocations chômage, de la plongée dans la misère pour des milliers et des milliers de familles ouvrières, dont sont responsables les pseudo-défenseurs « socialistes » du prolétariat.

Yannis.

A PROPOS DU PASSÉ DE MITTERRAND L'hypocrisie des staliniens et des trotskistes

Mitterrand pétainiste ? Merde alors ! Et si peu de gens s'en doutaient ! En tout cas pas ses partenaires de l'Union de la gauche. Même Fiterman, ancien gros pont de la PCF stalinien, parti qui travaillait à l'occasion avec et pour le KGB, n'était pas au parfum : « *Ce type nous a tous floués !* », est-il venu témoigner à qui voulait l'entendre. « *Ces révélations laissent le sentiment d'avoir été trompé sur la personne* », rajoute-t-il. Ça oui, mon brave homme, il y a de quoi ! Que ce soit en 1965 ou en 1974 et entre-temps, ce traître de Mitterrand les aurait donc tous trompés dans les grandes largeurs ! C'est à peine croyable pour un type du calibre de Fiterman, sensible plus que d'autres peut-être à la mauvaise odeur de l'extrême droite, si sensible même qu'en 1983, à l'époque bénie où il était ministre des Transports dans le gouvernement Mauroy, justement sous le soleil mitterrandien, il avait su déceler chez les grévistes sauvages de la SNCF des « *agents de l'extrême droite* ». Enfer et damnation, il a raté ça, lui et tout l'appareil de son parti ? Oh ! que non ! trois fois non ! Ces gens-là cherchent à se laver de la crasse qu'ils ont accumulée après des dizaines d'années de travail avec le PS

et trois ans de collaboration au gouvernement avec le parti de Mitterrand.

En revanche, une qui a l'air moins malhonnête, c'est Laguillier, qui, avec ses potes trotskistes de Lutte Ouvrière, avaient « *été les seuls à dire à l'élection présidentielle de 1974, il y a déjà vingt ans (...), que François Mitterrand était un faux homme de gauche* » (LO du 16 septembre 1994). Et sainte Arlette de dénoncer cette « *énorme hypocrisie (dont) font preuve tous les hommes politiques, tous les journalistes, de ceux du Parti Communiste à ceux de la droite, envers le passé de Mitterrand, car tout le monde le connaissait depuis toujours* » Merci à vous, trotskistes qui dites enfin la vérité aux ouvriers ! Tiens ! mais au fait, pourquoi notre pourfendeuse de l'hypocrisie oublie de rappeler qu'en 1974, puis, récidivant, en 1981, LO a appelé à voter pour ce faux jeton de Mitterrand ?

Voilà le langage de ceux qui veulent soi-disant défendre les ouvriers, en les prenant tout simplement pour des imbéciles à qui on pourrait faire passer les vessies pour des lanternes. Voilà le vrai langage des faux amis de gauche de la classe ouvrière.

Albizia

MITTERRAND Un digne représentant de la classe bourgeoise

Un vieillard malade qui implore la compréhension du téléspectateur de base sur sa prise de conscience tardive de la participation du régime de Vichy à la « solution finale », telle est l'image que les médias ont vertueusement répandue en guise d'extrême-onction pour préparer la succession de l'actuel président en sursis.

« *Nous ne savions pas que Mitterrand était pétainiste* », s'est exclamé avec horreur un des directeurs du *Nouvel Observateur*, hebdomadaire proche du PS. Le respectable journal *Le Monde*, angoissé, n'a-t-il pas titré lui-même : « *La gauche face au passé pétainiste du président de la République* » ? Alain Krivine, vieux pensionnaire du trotskisme, s'est pour sa part indigné des « *accointances de François Mitterrand avec l'extrême droite* ». Pourquoi les lamentations de toutes ces pleureuses déçues soudainement du passé bien connu de leur vedette présidentialisée ? Chacun sait que les publications satiriques *Le Crapouillot* et *Le Canard enchaîné* ont régulièrement épinglé l'homme du faux attentat de l'Observatoire (notamment en 1971 et en 1981) et déjà révélé sans faire autant de bruit ce qui choque tant messieurs les diffuseurs de l'information autorisée, eux-mêmes oublieux des tonnes de mensonges qu'ils déversent depuis la seconde guerre mondiale. Les exemples ne pullulent-ils pas, d'ailleurs, de journalistes et de députés ex-pétainistes au service de l'ordre actuel.

Les commis de l'Etat - qu'ils s'appellent Bousquet (l'affreux collaborateur de Pétain et ami personnel de Mitterrand), Clemenceau (qui fut dans sa jeunesse à l'extrême gauche du Parlement avant de devenir le fusilleur des ouvriers), Mitterrand (successivement au service de Pétain, de De Gaulle et de lui-même), Thorez et Fiterman (aux ordres du chef de l'Etat en place) et tutti quanti -, n'ont que faire de la couleur politique qui a permis leur ascension politique. Ils ont tous gouverné contre le prolétariat, au profit de la classe bourgeoise qui ricane sur le malheur des ouvriers. Pour la bourgeoisie, ce n'est pas un problème d'évoluer de la droite vers la gauche, c'est son jeu normal de la course au pouvoir. C'est seulement la question pour elle de couvrir les massacres capitalistes au nom de la raison d'Etat ou de la continuité de la République. Le personnel bourgeois gouvernant n'a cure de perpétuer le régime capitaliste un coup avec son masque totalitaire (quand les ouvriers sont paralysés dans la période de guerre) et ensuite en affichant le masque démocratique.

Aujourd'hui, face à la misère croissante, les idéologues capitalistes, comme un seul homme, savent que leur classe a plus que jamais besoin de consolider le carnaval démocratique né dans la Résistance (valeur « de gauche »). Car la classe ouvrière pourrait bien faire tomber les masques.

Damien.

AUCUNE ILLUSION : IL FAUT LUTTER

(SUITE DE LA PAGE 1)

acceptant ce chantage aux mauvais, désignés comme des oisifs et des feignants, et d'introduire une nouvelle division discriminatoire au sein de la classe ouvrière.

Ce n'est pas tout : on vient de voir Giscard d'Estaing tenter un *come back* politique en proposant, lui, carrément « *un plan de retour au plein emploi* » (mais oui !). En fait, la vieille recette qu'il préconise pour éliminer le chômage est un allègement des charges fiscales patronales sur le paiement des bas salaires, qui serait compensé pour l'Etat par une proposition d'augmentation de la TVA. Mais derrière cette provocation qui a déjà fait hurler gauche et syndicats, permettant de ranimer, derrière cet écran de fumée, le vieux débat gestionnaire entre gauche et droite, le projet constitue une nouvelle attaque à deux niveaux : pousser encore plus résolument les entreprises à baisser les salaires, et faire payer plus chers aux prolétaires les produits de con-

sommation avec un pouvoir d'achat une fois de plus réduit.

En même temps, tous les partis de gauche, en faisant de la surenchère complice, tentent de se recrédibiliser en se présentant de nouveau comme les véritables défenseurs des ouvriers.

En premier lieu, c'est le président Mitterrand qui vient apporter sa contribution, afin de redorer devant la postérité son blason personnel passablement terni ces derniers temps, d'homme socialiste. Il se présente subitement, face au gouvernement et à la droite, comme le « *garant des acquis sociaux* », alors que c'est sous ses deux mandats présidentiels successifs que les pires attaques antiouvrières ont été portées.

Parallèlement, le PS, qui aura lui aussi bien du mal à faire oublier les violentes attaques qu'il a imposées à la classe ouvrière, prétend s'ancrer aujourd'hui résolument à gauche et dans l'opposition (lire article p. 3). Il multiplie déjà les contrepropositions au gouvernement. On a vu ce que

valaient ces plans naguère et qui ne sont plus aujourd'hui que de la poudre aux yeux.

Quant au PCF, alors que son nouveau secrétaire général, Robert Hue, vitupérait lors de la Fête de l'Humanité contre « *les tricheries de Balladur sur les chiffres du chômage et de l'emploi* », il pourrait disputer le titre de plus grand tricheur professionnel. Il triche en particulier quand il ose se proclamer le champion de la défense des intérêts ouvriers en passant sous silence les responsabilités prises entre 1981 et 1984 par ses ex-ministres Fiterman, Ralite, Rigout et Le Pors dans toutes les attaques antiouvrières du gouvernement Mauroy.

Lorsque toute la bourgeoisie se penche ainsi sur le sort de la classe ouvrière et sur les problèmes sociaux, les prolétaires doivent redoubler de vigilance et s'alarmer. C'est bien le cas actuellement où tous n'ont la lutte contre le chômage et l'exclusion à la bouche que pour faire avaler un maximum d'attaques. Il s'agit de faire accepter

l'accumulation d'un surcroît d'exploitation aux prolétaires qui ont encore du travail, en profitant de l'apathie et des inhibitions que suscitent encore la crainte du chômage et la peur de se lancer dans la bataille existant dans les rangs ouvriers.

Le prolétariat n'a pas le choix. Il ne peut plus se permettre de laisser le terrain social entre les mains de la bourgeoisie car celle-ci ne fera que raboter toujours davantage le niveau de vie des ouvriers, exploiter à mort leur force de travail ou les précipiter dans la misère la plus noire. Pour mettre un terme à des conditions de vie et de travail de jour en jour plus intolérables, le prolétariat doit réaliser qu'il est la seule force sociale capable de combattre le chômage et l'exclusion par ses propres moyens, par sa lutte de classe qui, seule, peut remettre en cause la racine de tous ces maux : le capitalisme.

CB (24 septembre)

CESSEZ-LE-FEU EN IRLANDE DU NORD

L'OFFENSIVE AMÉRICAINE CONTRE LA GRANDE-BRETAGNE

Aux quatre horizons de la planète, on assiste aujourd'hui à une gigantesque offensive des Etats-Unis pour réaffirmer leur leadership mondial. En Corée comme au Moyen-Orient, en Afrique comme dans l'ex-Yougoslavie ou en Haïti, que ce soit par la menace d'interventions militaires ou en Etats-Unis de la carte diplomatique, les Etats-Unis cherchent de nouveau à réaffirmer leur rôle de seul gendarme du monde.

Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les pays périphériques qui sont le théâtre de cette offensive « pacificatrice » américaine. Face au développement du « chacun pour soi » au sein des puissances de l'ex-bloc occidental, c'est maintenant au cœur de l'Europe que les Etats-Unis sont amenés à imposer leur ordre, comme en témoigne leur récente contribution au cessez-le-feu en Irlande du Nord.

La « pax americana » en Irlande comme au Moyen-Orient...

La proclamation unilatérale par l'IRA et sa branche politique du Sinn Féin le 31 août dernier d'« un cessez-le-feu inconditionnel et illimité et de l'arrêt immédiat des opérations militaires » en Irlande du Nord et de leur volonté d'entrer dans un processus de négociations avec l'Etat britannique constituent, en effet, un succès pour les Etats-Unis.

Ceux-ci n'ont pas ménagé leurs efforts pour s'affirmer au premier plan dans le processus de paix entamé de-

puis décembre 1993 entre la Grande-Bretagne et la république d'Irlande, censé mettre fin à vingt-cinq ans de lutte armée et aux attentats terroristes qui ont fait plus de 3 000 victimes essentiellement civiles depuis 1969.

Une délégation américaine officielle comprenant des proches de Clinton a même participé à la mise au point de la déclaration de l'IRA. Celle-ci, financée par les Etats-Unis depuis sa création et soumise au chantage de la suspension de ses subsides, ne pouvait que se plier aux exigences américaines.

Quels ont été les moyens mis en oeuvre par l'oncle Sam pour s'assurer de tout l'éclat et de tout le retentissement voulus pour son coup diplomatique ?

D'une part, la visite à New York début février de Gerry Adams, le dirigeant du Sinn Féin, autorisé pour la première fois depuis vingt ans à entrer aux Etats-Unis, ses prestations dans les médias américains visant à lui conférer une indispensable légitimité, à renforcer son poids auprès du gouvernement britannique. D'autre part, l'appui actif des Etats-Unis aux intérêts du gouvernement de Dublin, qui mit fin en janvier dernier à l'interdiction d'antenne pesant depuis 1972 sur le Sinn Féin et les groupes paramilitaires de l'Eire. Par ailleurs, la promesse d'une contribution de 150 millions de dollars pour un futur fonds de développement de l'Irlande du Nord a permis aux Etats-Unis d'arracher à l'IRA la signature d'un accord de cessez-le-feu.

En apparaissant ainsi les seuls capables d'obtenir de l'IRA les concessions levant le principal obstacle au

processus de paix, les Etats-Unis peuvent auréoler et encenser leur propre rôle dans cette « évolution historique » et se présenter comme l'unique et la véritable force d'impulsion de la paix.

Ce succès obtenu en Europe prend d'autant plus de relief que les Etats-Unis ont, surtout au Moyen-Orient, collectionné les « premières » en matière de réconciliations spectaculaires : après la poignée de main « historique » Arafat-Rabin de septembre 1993 et l'octroi de l'autonomie palestinienne à Gaza et Jéricho, les Etats-Unis viennent d'ajouter un trophée de plus à leur forcing diplomatique avec la signature à Washington, en juillet dernier, par le roi Hussein de Jordanie et le Premier ministre israélien d'une déclaration mettant officiellement fin à l'état de guerre qui opposait leurs pays depuis quarante-six ans.

Cette série de succès américains, obtenus au grand dam de leurs rivaux,

visé à montrer que seul les Etats-Unis détiennent les clés d'une issue à des conflits réputés insolubles. L'unique superpuissance de l'après-guerre froide s'affirme ainsi seule nation disposant vraiment des moyens à la hauteur de ses prétentions. Derrière ces missions pacificatrices, les Etats-Unis ne visent en réalité qu'un seul objectif : disqualifier les puissances impérialistes européennes qui cherchent à mettre des bâtons dans les roues du char de l'oncle Sam.

...n'est qu'un moment de l'affrontement entre les grandes puissances

Toute cette pression des Etats-Unis grands « pacificateurs » fait partie de leur vaste offensive tous azimuts menée dans le monde entier pour riposter à la contestation grandissante de leur suprématie depuis la disparition des

deux blocs impérialistes issus des accords de Yalta à la fin de la seconde guerre mondiale. En particulier, le cessez-le feu entre l'IRA et la couronne britannique, imposé par l'administration Clinton, constitue un coup de pied de l'âne des Etats-Unis à leur principal allié, la Grande-Bretagne, face aux tentatives de Londres de jouer sa propre carte sur la scène impérialiste mondiale, notamment en Yougoslavie. Il s'agissait pour les Washington de discréditer le gouvernement Major en montrant que depuis la déclaration de Downing Street de décembre 1993 ouvrant des pourparlers avec le Sinn Féin, la Grande-Bretagne s'est avérée incapable d'imposer un cessez-le-feu à l'IRA.

En accueillant sur le sol américain le leader du Sinn Féin, Gerry Adams, ennemi officiel de la Grande-Bretagne, Clinton visait plus encore à adresser un

(SUITE PAGE 6)

RETRAIT DES TROUPES D'OCCUPATION À BERLIN

La paix prépare toujours la guerre

L'élégante évacuation des troupes alliées et russes de Berlin, incrustées au temps de la guerre froide, n'a pas déchaîné l'enthousiasme de la foule berlinoise. Mieux encore, ces cérémonies de la « normalisation » se sont déroulées sans fanfare alors que le centre de Berlin était bouclé par d'impres-

pêcher que le dernier feu d'artifice des commémorations planétaires de la « victoire démocratique » sur la « peste brune » ne soit conspué par des éléments incontrôlés. C'est donc en vase clos que le Chancelier Kohl a eu pour rôle de saluer le rôle « libérateur » des Alliés : « *Que serait-il advenu de l'Europe, s'ils ne nous avaient pas délivrés*

de ces tyrans ? Les Américains, les Britanniques et les Français ont apporté la liberté et la démocratie ». Autrement dit, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes depuis l'effondrement du Mur de Berlin. Pourtant, couac dans la cérémonie, les troupes d'occupation russes n'ont pas été conviées à la fête au même moment, mais un mois plus tard sans tambour ni trompette non plus. Pour la bourgeoisie occidentale, les Russes étaient sans nul doute non des « libérateurs » mais des occupants et c'est pour cela qu'on ne les a pas conviés non plus aux festivités sur les plages normandes. Dans leur ultime acte commémoratif, les bourgeoisies occidentales ont tenu à clai-ronner que c'est la démocratie qui a vaincu Hitler et non pas une autre variante de régime totalitaire. Ce point d'orgue n'illusionne pourtant aucune-ment la classe ouvrière, il ne s'agit que d'un déplacement des troupes militai-res. Les troupes britanniques, françai-ses et américaines ne seront pas au chômage, il existe pour cela bien d'autres points chauds sur la planète où les impérialismes les utiliseront pour occuper le terrain et massacrer les po-pulations. Une partie des troupes rus-ses est déjà envoyée « protéger » la frontière tadjiko-afghane, et le recy-clage d'une bonne partie du restant ne sera pas inutile pour le maintien de l'ordre intérieur en Russie. Les biens immobiliers en piteux état laissés par l'armée russe sont eux-mêmes immé-diatement rénovés et réoccupés par la Bundeswehr. Le militarisme ne laisse jamais le vide derrière lui. Le nouveau monde des Bush, Clinton, Mitterrand et Eltsine ressemble étrangement à l'an-cien. Les armées d'occupation sont sim-plement réduites en vérité au minimum indispensable pour l'heure. 17 000 sol-dats français demeurent à Baden-Baden dans le cadre de l'Eurocorps et 100 000 soldats américains restent l'arme au pied en Europe. Il n'y avait pas de quoi faire une fête, la guerre est aux frontiè-res de l'Europe, dans l'ex-Yougoslavie et sur le pourtour de la Russie. C'est cela la vérification en 1994 de l'impos-ture de la Libération de 1944 : le mode de vie du capitalisme est la guerre en permanence !

D.

L'Allemagne s'affirme comme principale rivale des Etats-Unis

Mi-juillet, était entérinée par le Bundestag la décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe permettant l'envoi de troupes de combat hors des frontières de l'Allemagne et hors de la zone de contrôle de l'OTAN.

Ces décisions ont été préparées par l'envoi de 1991 à 1993 de 140 membres du service sanitaire militaire au Cambodge, par la participation des na-vires allemands, depuis l'été 1992, au contrôle de l'embargo contre la Serbie et des équipages allemands des avions-radars à la surveillance aérienne de la Bosnie, et, enfin, par l'envoi, de mai 1993 à mars 1994, de 1700 soldats en Somalie.

Avec la montée en puissance de l'impérialisme allemand...

Tant que l'Allemagne fut membre du bloc occidental, elle n'était pas autori-sée à posséder une force militaire en rapport avec sa puissance économique. Aujourd'hui, alors que le bloc de l'Ouest a disparu suite à l'effondrement de son ennemi de l'Est, l'Allemagne, géant éco-nomique, ne ménage pas ses efforts pour dépasser sa situation de « nain » politique et militaire, pour s'affirmer comme principal candidat à la direction d'un futur bloc opposé aux Etats-Unis. Loin d'une simple normalisation, fai-sant de l'Allemagne « un Etat comme un autre », l'autorisation formelle d'en-voyer ses soldats à l'étranger constitue un épisode significatif dans le dévelop-pement des tensions impérialistes en-

tre grandes puissances. Ce ne sont que les premières mesures d'un plan plus vaste visant à adapter la Bundeswehr à un nouveau rôle, celui d'une force inter-nationale offensive, afin d'en faire l'un des moyens de la politique de l'Allema-gne comme le fut autrefois la Wehrmacht.

La défaite subie par l'Allemagne face aux Etats-Unis dans les Balkans, due à l'incapacité d'épauler l'allié croate par une présence militaire directe, alors que les forces françaises, anglaises et russes, alliées de la Serbie, station-naient dans cette zone, a constitué une leçon poussant l'impérialisme allemand à accélérer son relèvement militaire. Dans cette période où se forment de nouvelles alliances et où le gain de zones d'influence est de la plus haute importance pour tout impérialisme, la capacité à agir militairement en faveur de ses alliés est décisive pour la diplo-matie allemande.

L'armée allemande devrait être re-structurée tambour battant d'ici cinq ans. Elle sera divisée en deux struc-tures. L'une sera formée d'une « force de réaction aux crises » et comprendra au départ les 50 000 soldats allemands des unités relevant aujourd'hui des com-mandements de l'OTAN, de l'ONU ou de l'UEO, ainsi que les 50 000 soldats de l'Eurocorps. Cinq des 36 brigades mobilisables, 12 escadrilles de la Luftwaffe et 40 % de la marine seront affectés aux interventions extérieures. La seconde composante restera du même type que l'actuelle Bundeswehr.

L'Allemagne monte en puissance et aucun autre Etat ne s'y trompe. Lorsque Clinton dans son discours de Berlin coïncidant avec la publication du juge-ment de la Cour de Karlsruhe, affirme que les Etats-Unis « estiment que le leadership de l'Allemagne dans la cons-truction d'une Europe unie est essen-tiel », qu'elle doit tenir « les responsa-bilités de leader qu'elle est maintenant capable de remplir » il n'apporte bien sûr pas son soutien à son principal rival. Tout au contraire. C'est pourquoi l'Etat allemand craignant « les malen-tendus avec ses partenaires » a ac-cueilli fraîchement ces éloges.

En intronisant l'Allemagne premier interlocuteur des Etats-Unis en Europe, la bourgeoisie américaine cherche à attiser la méfiance de la France vis-à-vis de ce pays et les divergences de vue au sein du couple franco-allemand, en jouant notamment sur les frustrations de la France face à la montée en force de son allié d'outre Rhin.

...la guerre des grands s'accroît

En agitant le spectre d'une « Europe sous la botte allemande », les Etats-Unis visent aussi et surtout à entraver l'expansionnisme de Bonn dans sa zone historique d'influence de l'Est européen. L'inféodation des républiques de la CEI à la Russie avec l'appui américain, le renouveau de l'impérialisme russe, n'ont fait qu'augmenter la méfiance des pays de l'ex-glacis soviétique face à leur inquiétant voisin ; ce qui a pour effet de

les rendre plus perméables aux avances de l'Allemagne. Mais lorsque Clinton, à Riga ou à Varsovie, attise la crainte que celle-ci, pour des raisons histori-ques, leur inspire cependant et fait valoir la capacité de la Maison-Blanche à rogner les prétentions de son allié russe, c'est pour faire pression sur ces pays à l'inconfortable position, coincée entre « l'ours russe » et le « militarisme prussien » dans le but de leur imposer la tutelle des Etats-Unis au détriment des convoitises de l'Allemagne.

L'Allemagne n'a pas été dupe des vé-ritables objectifs du discours de Clinton à Berlin. C'est bien pour cela qu'elle a cherché, début septembre, à contrer la manoeuvre des Etats-Unis en tentant de rassurer ses partenaires européens. Ainsi, le discours de Kohl sur « l'Eu-rope à deux vitesses » devait constituer une riposte au discours de Berlin. Il s'agissait pour l'Allemagne de montrer ses bonnes intentions, en faisant valoir sa volonté de construire l'Europe et non d'affirmer une quelconque velléité hégémonique en Europe. Cette contre-offensive visait à consolider le noyau dur de l'UEO (France, Allemagne, Bel-gique, Espagne) et à favoriser un rap-prochement des pays les plus méfiants à son égard, tels la Suède et les Pays-Bas, afin d'empêcher que ces pays ne se mettent sous le giron de l'oncle Sam.

Ces manoeuvres de requins montrent que l'Europe devient de plus en plus le théâtre des affrontements des grands impérialismes avec pour enjeu central la domination de ce continent.

Oz

ALGÉRIE

LA FRANCE DÉFEND BECS ET ONGES SES INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES EN AFRIQUE

Le chiffre officiel des affrontements sanglants qui déchirent l'Algérie est désormais de plus de 28 000 morts ! La multiplication des meurtres égorgements et mutilations d'étrangers ou d'enseignants algériens a été la réponse à la continuation de la politique de brutalité et de massacre de l'Etat algérien, soutenu inconditionnellement depuis deux ans et demi par la bourgeoisie française.

La France négocie avec le FIS...

A la suite de l'assassinat des gendarmes français devant l'ambassade de France à Alger, la campagne d'intimidation Pasqua, de l'autre côté de la Méditerranée, a constitué la dernière marche répressive jusqu'au-boutiste avant que Paris ne change ouvertement son fusil d'épaule. En vérité, des représentants du FIS avaient déjà rencontré les émissaires du ministre de l'Intérieur en mars et avril de cette année. Même lors de la comédie des

assignés à résidence de Folembay, la presse bourgeoise a laissé filtrer que les négociations n'avaient jamais cessé. L'arrestation triomphaliste de Carlos, pied de nez à l'impérialisme américain à la suite de la défaite de la France au Rwanda (voir notre numéro précédent), révèle également que la filière soudanaise a sans aucun doute permis au Quai d'Orsay d'établir des contacts plus directs avec les modérés du FIS.

Dans l'imbroglio algérien, la série d'événements survenus depuis l'été confirme ce revirement de la politique du tout répressif. Fin août, l'échange de correspondance entre le général contesté Lamine Zéroual et les leaders du FIS emprisonnés à Blida, Ali Benhadj et Abassi Madani, puis la libération de ces derniers en septembre attestent une réorientation de la politique du pouvoir lié à la France vis-à-vis des criminels de la veille.

Ce revirement permet à la bourgeoisie française d'entrevoir la possibilité

de mettre en place en Algérie un gouvernement de transition intégrant les responsables libérés du FIS dans le cadre d'un régime du même type que celui qui sévit au Soudan, autorisant Paris à maintenir son influence et ses prérogatives économiques dans son ex-colonie.

L'épisode des plus obscurs autour de l'assassinat de deux touristes espagnols à Marrakech est d'ailleurs venu - après tout un battage sur la fermeture de la frontière algéro-marocaine, avec menace de guerre à la clé - pour aider l'Etat algérien à s'ouvrir aux composantes modérées du courant islamiste, seul moyen pour véritablement combattre les manœuvres américaines publiquement dénoncées par Pasqua au mois d'août. Probablement commandité par les services secrets français, l'attentat, en relançant le conflit latent avec le Maroc au sujet du Polisario, a en tout cas permis de ressouder les rangs de l'armée algérienne et de calmer les ardeurs des

secteurs de celle-ci encore opposés à toute concession aux cliques intégristes.

Lors de l'annonce de la formation d'un prétendu gouvernement clandestin du GIA, les officiels du FIS ont dévoilé un autre coin de vérité sur l'action en sous-main de l'impérialisme français. L'Armée Islamiste du Salut (bras armé du FIS) la dénonçait comme « une manœuvre des Renseignements généraux algériens avec les RG français ». Elle accusait même le GIA « d'être infiltré par les services secrets algériens ». Il est évident que le régime de terreur des généraux d'Alger a jusqu'ici tout fait pour diaboliser les intégristes en organisant ses propres attentats pour les mettre sur le dos des « fous d'Allah » et en donnant la vedette aux fatwas (lois religieuses musulmanes) les plus révoltantes des extrémistes, telle celle qui autoriserait l'enlèvement et le viol des femmes. L'ouverture du dialogue avec certaines fractions du FIS n'est pas incompatible avec une politique continuant à diaboliser les seules fractions extrémistes.

...pour défendre son pré carré face à l'offensive des Etats-Unis

Clairement isolé au niveau international, impuissant en Yougoslavie, éclipsé du Moyen-Orient et expulsé du Rwanda par les forces proaméricaines, l'impérialisme français est contraint de battre en retraite partout sur le continent africain. Après avoir fortement épaulé le régime de terreur de l'Etat algérien, pour « contrer la montée de l'intégrisme », avançait-elle officiellement mais en vérité pour défendre sa présence dans la région, la bourgeoisie française a dû revoir ses marques et changer de cheval de bataille pour tenter de sauver ce qui peut encore l'être face aux multiples pressions et manœuvres américaines derrière les cliques intégristes.

Voilà bien pourquoi les bourgeoisies complices franco-algériennes n'ont pas de gage pour l'avenir et pour que cesse la terreur des fractions rivales. Sans parler du GIA, qui a immédiatement menacé de faire exécuter tout signataire d'accord avec le pouvoir en place, les secteurs les plus durs du FIS, et en particulier l'AIS, ne semblent pas non plus prêts à cautionner un éventuel compromis des mous. Elles ont déjà lancé un appel aux Algériens à « être plus que jamais vigilants et attentifs contre les pièges de la junte au pouvoir et ses complices de l'autre côté de la Méditerranée, qui sont pleins de ruses et de trahisons ». Derrière ce refus d'un *modus vivendi* qui laisserait en place la position dominante de la France, il y a tout le poids des Etats-Unis, qui mènent depuis plus de trois ans l'offensive, par fractions islamistes interposées, pour déstabiliser l'influence française en Algérie et ne sont pas près d'arrêter de la faire.

Dans le bras de fer avec les Etats-Unis, la France a entrepris une course de vitesse tardive où rien n'est tranché, où tout reste incertain. Ce qui est sûr, c'est que les populations vont continuer à subir la terreur sanglante des fractions bourgeoises en compétition pour le pouvoir.

Damien (24 septembre).

YUGOSLAVIE

Derrière leurs plans de paix les grandes puissances attisent la guerre

Reprise en force des bombardements, massacres, accélération de l'« épuraton ethnique » et des expulsions de populations, migrations massives. C'est le premier résultat tangible du dernier plan de « paix » concocté par le Groupe de contact à Genève en juillet dernier. Pendant que les hauts personnages qui gouvernent le monde « civilisé » prétendent se démenier pour imposer la paix, les horreurs que les populations subissent quotidiennement se multiplient dans toutes les directions.

Le pape à la rescousse de l'impérialisme allemand

Et cette situation est si quotidienne qu'elle en devient une normalité écoeurante depuis plus de trois ans de guerre continue dans l'ex-Yougoslavie.

C'est bien simple, on nous fait de temps à autre le point dans la presse, sur les morts et les réfugiés : ainsi, 750 000 non-Serbes ont été expulsés en deux ans et demi de Bosnie-Herzégovine. En Bosnie du nord, la population non serbe est tombée, du fait des expulsions, de 537 000 à 70 000 personnes, en Bosnie de l'est, de 300 000 à 10 000 ; vis-à-vis des Serbes, ce sont les chiffres sont moins massifs, ce sont les mêmes méthodes qui sont appliquées. Quant au nombre des gens morts sous les balles et les bombes, de ceux qui crèvent durant ces exodes, il est très approximatif. Parce que tout cela, c'est le lot quotidien d'une guerre qui n'en finit pas, d'une guerre monstrueuse dont ceux qui versent avec le plus de publicité des larmes de crocodile sont les premiers responsables.

Oui, c'est la réalité quotidienne du mode de vie de ce système capitaliste pourissant et de l'indescriptible cynisme des grandes puissances. Des grandes puissances qui s'entredéchirent en se servant des horreurs perpétrées par les cliques capitalistes locales qu'elles arment et défendent en sous-main.

Comme à chaque nouveau plan de paix, on voit les tiraillements entre les grandes puissances redoubler de vigueur et les magouilles, déguisées sous l'humanitaire, repartir de plus belle.

Ainsi, le voyage du pape à Zagreb, capitale de la Croatie, a été le dernier grand événement en date qui a exprimé cette accélération des tensions au sein du Groupe de contact, c'est-à-dire entre les protagonistes principaux aux prises dans la région. Car si l'envoyé principal de Dieu, dans la visite pastorale qui devait le mener de Belgrade à Zagreb en passant par Sarajevo, s'est vu renvoyer directement à la dernière case de sa « mission de paix », c'est parce qu'il était indésirable partout.

Partout sauf là où il venait en partenaire et en représentant des intérêts de l'alliée de la Croatie catholique : l'Allemagne, que sa situation actuelle d'affaiblissement sur le terrain contraint à faire profil bas (voir les numéros précédents de notre journal). Tudjman, le président croate, s'est d'ailleurs chargé de parler pour Berlin, clamant sur tous les tons que la présence du pape, ce « défenseur du peuple croate agressé », constituait un « *ap-pui moral* » à celui-ci.

Le messageur de la divine providence était donc indésirable à Belgrade, mais son voyage à Sarajevo l'était tout autant et ce sont les Etats-Unis et surtout la France et la Grande-Bretagne qui en ont été les plus fervents opposants, prétextant de la difficulté d'assurer la sécurité du pontife.

Le bras de fer entre les grandes puissances

C'est encore la réunion de Berlin du 7 septembre, durant laquelle le Groupe de contact a bien failli éclater, qui montre ces tensions impérialistes grandissantes. En effet, qu'a-t-on vu à cette réunion ? Autant de positions et de propositions que de bourgeoisies.

Les Etats-Unis continuent à exercer leur pression en brandissant toujours la menace de lever l'embargo sur les armes à l'égard de la Bosnie, et de jouer cette carte avec ou sans l'avis des pays européens. D'un autre côté, la France et même l'alliée britannique de Washington restent campées contre ce projet, arguant hypocritement qu'il ne ferait que « nourrir le conflit » et mettre en danger la vie des Casques bleus. Quant à la Russie, partenaire elle aussi privilégiée de Washington, elle met en avant la « *bonne volonté* » présente de Milosevic pour demander une levée immédiate et sans conditions des sanctions économiques contre Belgrade. Elle ne manque ainsi pas une occasion de manifester son soutien à son frère historique serbe.

Pour ce qui est de l'Allemagne, si elle soutient la perspective américaine de la levée de l'embargo sur les armes en direction de la Bosnie, ce n'est pas seulement parce que les Etats-Unis lui ont donné le pion en imposant sa tutelle à la fédération croato-musulmane mais aussi parce que cette levée de l'embargo permettrait à la Croatie elle-même de justifier un renforcement de son armement.

Et lorsque le Français Juppé propose la création d'une confédération entre les Serbes de Serbie et ceux de Bosnie, s'opposant ainsi directement à la politique américaine par cet appel ouvert à la réalisation de la Grande Serbie rêvée par Belgrade, on peut voir s'engouffrer immédiatement derrière lui la Russie et la Grande-Bretagne.

C'est chacun pour soi, chacun pour sa peau. Le jeu à trois que jouaient initialement la France, l'Allemagne et les Etats-Unis s'est transformé en une foire d'empoigne sans fin, sans issue, sans aucune paix possible, entre les requins parmi les plus féroces de la planète, propageant chaque jour un peu plus la mort et les destructions.

KW (22 septembre)

RWANDA

Les médias se sont tus, la barbarie continue

Six mois après les premiers massacres continus et systématiques, les centaines de milliers de personnes décimées par la faim et les épidémies, le martyre des populations rwandaises est loin d'être fini.

Les exécutions sommaires se font à tour de bras. Les enlèvements et les disparitions se mêlent aux multiples exactions. Les violences ethniques de tout bord et les tueries organisées se déplacent vers le sud et l'est du pays. On ne compte plus les cadavres flottants sur la rivière Akagera qui marque la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie.

De nouveaux exodes viennent grossir les camps de réfugiés. Au Burundi, entre le 29 août et le 3 septembre, plus de 5 000 personnes fuyant la région de Butaré sont venus grossir les rangs des laissés pour compte. C'est au rythme de 12 000 par semaine que la Tanzanie parque les nouveaux arrivants. Pour la population rwandaise, l'enfer se vit toujours au quotidien.

Pourtant, le Rwanda a quitté le journal de 20 heures et la une de la presse en même temps que les soldats de l'opération Turquoise en évacuaient le sol. Pourquoi ce quasi-silence des médias ? Tout simplement parce qu'ils font leur boulot comme ils l'ont fait tout au long de ces dramatiques événements.

Avec préméditation, ils ont déguisé le génocide impérialiste en génocide fratricide qu'auraient engendré les rivalités ancestrales des seigneurs de la terre hutus et des féodaux tutsis. Ces véritables professionnels du mensonge ont cherché à occulter le rôle central de la bourgeoisie française dans cette boucherie et à faire oublier son soutien jusqu'au-boutiste à l'ancienne équipe dirigeante.

Le véritable déchaînement médiatique orchestré grâce au surgissement de l'épidémie de choléra a permis, en jouant sur la corde sensible, de marquer au fer rouge les mémoires par des images de charniers monstrueux, de gamins faméliques et de corps émaciés.

Ce spectacle immonde leur a servi à brouiller les consciences et ainsi justifier l'envoi des militaires, sous couvert d'intervention humanitaire, pour redonner à la bourgeoisie française un semblant de respectabilité sur l'arène impérialiste. Qui pouvait désormais oser la critique quand les images complices montraient nos braves pioupious enterrer les morts, distribuer eau et rations alimentaires, soigner les malades ? L'objectif était atteint, ce show télévisé a servi à faire croire que le capital français avait retrouvé un semblant de crédibilité.

Aujourd'hui, rien n'est réglé. La barbarie reste totale. Les médias ne s'en émeuvent plus. Leur silence tout comme leur battage hystérique participent d'une seule et unique politique, celle d'évacuer la responsabilité des grandes puissances et d'attirer la solidarité autour de la défense des intérêts du capital national.

Maud.

DEPUIS 80 ANS, LE CAPITALISME PLONGE L'HUMANITÉ DANS LA BARBARIE

(SUITE DE LA PAGE 1)

Pourquoi ce conflit fut-il si phénoménal ? Parce qu'il était à la dimension d'un moment lui-même crucial de l'histoire du capitalisme. La grande révolutionnaire Rosa Luxemburg l'avait annoncé, qui parlait (dans *L'Accumulation du capital*) de l'inévitable saturation, à terme, du marché mondial. Or qu'exprime la nature même, complètement nouvelle, de la guerre mondiale de 1914-18 sinon le fait que le capital se trouvait pour la première fois devant une situation où ne se présentaient plus assez de zones extracapitalistes à investir sur la terre pour toutes les bourgeoisies concurrentes. Cela signifiait que la rivalité économique entre les grandes puissances pour vendre et écouler leur production sur le marché mondial entraînait dans une nouvelle phase où ces puissances devaient désormais s'affronter militairement pour se partager les marchés dans un monde totalement conquis par le capitalisme. Cet état de chose, produit par l'histoire et par conséquent irréversible, consacrait l'entrée du capitalisme dans l'ère de sa décadence.

Notre propos, ici, n'est pas d'étudier le problème dans toutes ses manifestations (à cette fin, nous renvoyons les lecteurs à notre brochure *La Décadence du capitalisme*). En nous concentrant sur la guerre et les « oublis » de la bourgeoisie, nous voulons dans cet article montrer qu'une des principales caractéristiques de la période capitaliste ouverte il y a quatre-vingt ans est précisément le rôle prééminent du militarisme.

La guerre tend à devenir permanente

L'histoire du XX^e siècle révèle une présence de la guerre devenant rapidement permanente aux lendemains de 1918, avec des potentiels d'armement sans cesse croissant en nombre et en rayon d'action. A peine plus de vingt ans après la bien mal nommée « der des der », la nouvelle boucherie mondiale de 1939-1945 poussa la frénésie meurtrière des impérialismes à des hauteurs vertigineuses. Les plusieurs dizaines de millions de morts qu'elle coûta rendent presque dérisoires le score pourtant terrible du précédent holocauste. Elle fut d'ailleurs plus intercontinentale encore. Plus totalitaire aussi, et cela illustre ce que disaient déjà les gauches communistes de l'époque, montrant que

le totalitarisme, de même que l'étatisme, se fait le compagnon de route inévitable de l'impérialisme dans la décadence capitaliste.

La fameuse période de paix qui vint avec la reconstruction économique d'après 1945 fut en fait marquée par une série d'épisodes sanglants (Corée, Indochine, Algérie, etc.) où des centaines de milliers d'hommes, de nouveau, laissèrent leur peau. Les conflits partiels (Vietnam et tout le Proche-Orient dont le Liban) derrière lesquelles le bloc soviétique et son rival occidental défendaient leurs intérêts dans les années 1960-1990 allongèrent encore des légions de victimes. De même que le conflit irano-irakien. Depuis l'effondrement de l'empire russe, loin d'assister à une désescalade générale, nous connaissons au contraire une multiplication sans précédent des théâtres d'affrontement : guerre du Golfe, kyrielle d'empoignades nationalistes sur les anciens territoires de l'Union soviétique sans oublier la Yougoslavie, guerres civiles manipulées par les grandes puissances au Yémen, au Rwanda, en Algérie, au Cambodge, etc.

Au-delà de l'atrocité des saignées répétitives qu'elle impose à l'humanité, la permanence de la guerre exprime significativement, à côté d'autres aspects, que le système capitaliste est parvenu au bout de sa carrière historique. Progressiste du point de vue de l'avenir du genre humain – quand il accumulait au cours du siècle précédent les forces matérielles pouvant rendre la future société communiste réalisable –, le capitalisme ne l'a jamais été que malgré lui. Chaque étape de sa croissance s'accomplit, comme l'a écrit Marx, dans la boue et l'oppression sanglante. Aujourd'hui, il est devenu une totale nuisance. Dans une mesure certaine, le capitalisme décadent détruit les forces productives matérielles et humaines avec lesquelles le prolétariat doit compter pour accomplir sa révolution sociale. Le souci constant de la guerre pousse en effet le système à dilapider une part gigantesque de l'effort productif humain pour répondre à son dictatorial besoin d'armement.

L'irrationalité décuple les méfaits du militarisme

Historiquement, le capitalisme n'est donc plus qu'une absurdité. Et même du point de vue de son fonctionnement

interne, l'irrational l'envahit. Depuis une dizaine d'années, de manière claire, on voit ainsi le facteur strictement militaire de l'impérialisme s'émanciper des bases économiques qui apportaient auparavant un semblant de rationalité à la lutte que chaque capital national menait pour arracher aux autres des parts du marché mondial saturé. Le militarisme se développe à présent pour son propre compte. Le conflit du Golfe illustre exemplairement cela. Il répondait beaucoup moins au besoin des Etats-Unis de contrôler les sources pétrolières qu'à la nécessité pour l'oncle Sam de faire une démonstration de sa force guerrière face à ses anciens alliés occidentaux dès lors qu'ils se mettaient à contester l'hégémonie américaine. De même, les mobiles qui entraînent les impérialismes français, britannique, allemand et américain à alimenter la guerre en Bosnie correspondent à des intérêts presque exclusivement stratégiques, chacune de ces grandes puissances s'efforçant de pourrir le terrain d'influence gagné par les autres tandis que le pays croule en ruine sous leurs menées. Le CCI a abondamment montré, en particulier dans sa *Revue internationale*, que cette irruption de l'irra-

tionnel dans l'impérialisme, tout comme le phénomène du chacun pour soi qui prévaut depuis que l'ancien bloc occidental a perdu sa raison d'être, illustre l'entrée du système dans la phase ultime de sa déchéance, celle de la décomposition.

Ainsi, la décadence capitaliste commencée en 1914 apparaît de plus en plus comme une machine infernale. La bourgeoisie prend bien garde de faire de la publicité à cette réalité.

L'alternative historique : socialisme ou barbarie

Le prolétariat doit prendre conscience que, s'il ne parvient pas à imposer sa propre perspective, révolutionnaire, alors la folie débridée du capitalisme l'emportera, lui et toute l'humanité, vers l'anéantissement au bout d'un processus de guerres ininterrompues et de destructions insensées.

Comme l'a mis en avant la III^e Internationale, dans son premier congrès, en 1919, avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence s'ouvrait une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité : celle des guerres et des révolutions. En

effet, l'éclatement de la première guerre mondiale démontrait clairement que le capitalisme avait atteint ses limites, qu'il n'avait plus rien de progressiste et ne pouvait plus offrir la moindre perspective d'évolution à l'humanité.

C'est pourquoi la seule tâche qui incombe désormais au prolétariat est de s'affirmer comme fossoyeur du capitalisme en avançant sa propre perspective révolutionnaire : la destruction d'un système devenu tout entier une entrave au développement des forces productives et l'édification d'une nouvelle société sans guerre et sans exploitation. C'est bien d'ailleurs ce qu'à démontré la vague révolutionnaire prolétarienne qui a ébranlé le monde entre 1917 et 1923 et qui a tellement effrayé la bourgeoisie que, depuis, celle-ci n'a eu de cesse que chercher à conjurer cette hantise.

Aujourd'hui, plus que jamais, face au pourrissement et à la décomposition du capitalisme qui risque d'emporter l'humanité morceau par morceau dans un océan de barbarie, le prolétariat doit reprendre le flambeau allumé et brandi en octobre 1917 pour être capable de généraliser la révolution à l'échelle mondiale.

Sonia.

La responsabilité historique du prolétariat

Extraites de la Brochure de Junius, ces lignes que Rosa Luxemburg rédigea au milieu du déchaînement de la première boucherie impérialiste mondiale, sont, après 80 ans d'enfoncement du capitalisme dans sa décadence, plus que jamais d'actualité :

« Une chose est certaine, la guerre mondiale représente un tournant pour le monde. C'est une folie insensée de s'imaginer que nous n'avons qu'à laisser passer la guerre comme le lièvre attend la fin de l'orage sous un buisson, pour reprendre ensuite gaiement son petit train. La guerre mondiale a changé les conditions de notre lutte et nous a changés nous-mêmes radicalement. (...) A la suite de l'éruption du volcan impérialiste, le rythme de l'évolution a reçu une impulsion si violente qu'à côté des conflits qui vont surgir au sein de la société

et à côté de l'immensité des tâches qui attendent le prolétariat socialiste dans l'immédiat, toute l'histoire du mouvement ouvrier semble n'avoir été jusqu'ici qu'une époque paradisiaque. (...) Friedrich Engels a dit un jour : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme, ou bien rechute dans la barbarie. » Mais que signifie donc une « rechute dans la barbarie » au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui ? Jusqu'ici, nous avons lu ces paroles sans y réfléchir et nous les avons répétées sans pressentir leur terrible gravité. Jetons un coup d'oeil autour de nous en ce moment même et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la société bourgeoise dans la barbarie. Le triomphe de l'impérialisme aboutit à l'anéantissement de la civilisation - sporadiquement pendant la durée d'une guerre moderne et définitivement si la

période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves jusque dans ses dernières conséquences. (...) Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un ou bien-ou bien encore indécis dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient. Le prolétariat doit jeter résolument dans la balance le glaive de son combat révolutionnaire : l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent. »

L'offensive américaine...

(SUITE DE LA PAGE 4)

message à la bourgeoisie britannique. Cette manœuvre américaine constitue bel et bien une déclaration de guerre déguisée à la Grande-Bretagne face aux tentatives de cette dernière de s'opposer aux intérêts de la première puissance mondiale dans le conflit yougoslave.

Ainsi, les succès des actions de paix des Etats-Unis, loin d'apaiser les tensions et de freiner le développement du chaos mondial, ne font qu'aggraver celui-ci.

La colombe américaine ne recule devant aucun moyen diplomatique, économique ou militaire pour faire respecter son rôle de gendarme du monde. La *pax americana* n'est qu'une arme de guerre, idéologiquement plus présentable. Washington utilise aussi bien l'arme de la déstabilisation, comme

en Algérie, en soutenant les islamistes contre les positions françaises, ou la menace d'interventions militaires comme en Haïti, dans sa lutte à mort pour faire pièce aux adversaires.

Pax americana ne signifie en rien retour de la paix, comme le montre le Moyen-Orient où attentats et raids israéliens sur le Liban se poursuivent. Le camouflage que vient de subir la Grande-Bretagne en Irlande du Nord ne pourra empêcher l'Etat britannique de continuer à défendre ses intérêts particuliers sur la scène mondiale. De plus, la montée des nationalismes n'annonce aucune perspective de paix réelle en Irlande du Nord comme partout ailleurs. Bien au contraire, le cessez-le-feu d'aujourd'hui ne fait que préparer une recrudescence des conflits entre loyalistes et républicains, entre les communautés catholiques et protestantes. Déjà, au lendemain

de la signature du communiqué de l'IRA, des signes de frictions entre Londres et Dublin ont commencé à se faire jour, Londres exigeant de nouvelles garanties de l'IRA avant d'ouvrir les négociations. Quant au Sinn Féin, il continue à revendiquer une unification de l'Irlande et le retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord.

Même si les Etats-Unis parviennent momentanément à stabiliser la situation à tel ou tel endroit de la planète, leurs missions prétendument pacificatrices ne peuvent que préparer d'autres conflits guerriers ailleurs. La *pax americana* ne peut qu'aggraver partout le chaos sanglant avec son lot de guerres civiles, d'attentats terroristes et de meurtres organisés.

OA (24 septembre)

Comment les trotskistes sont envoyés les prolétaires au massacre

(SUITE DE LA PAGE 8)

tipié à la guerre d'Espagne (1936-38) pour la défense de l'Espagne républicaine contre Franco. Ce fut ensuite la défense de la Chine de Chiang Kai-shek contre le Japon.

La défense de l'URSS apparaît donc, non comme point de départ de leurs positions, mais comme un aboutissement, manifestation entre autres de leur plate-forme fondamentale, plate-forme selon laquelle le prolétariat n'aurait pas une position de classe propre dans une guerre impérialiste mais qui lui imposerait par contre de faire une distinction entre les diverses formations capitalistes nationales, momentanément antagoniques, dont

l'une au moins qu'il devrait trouver « progressiste ». Il devrait donc accorder son aide, en règle générale, à celle des formations les plus faibles, les plus retardataires : la bourgeoisie « opprimée ».

Cette position, sur une question aussi cruciale et centrale qu'est la guerre, place d'emblée le trotskisme, en tant que courant politique, hors du camp du prolétariat, et justifie à elle seule la nécessité d'une rupture totale avec lui de la part de tout élément révolutionnaire prolétarien.

Marc

(*Internationalisme* n°26, organe de la Gauche Communiste de France, 15 septembre 1947)

VIE DE L'ORGANISATION

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de « RI » ou 5 de la « Revue Internationale », ou des numéros encore disponibles du « Bulletin d'Etudes et de Discussions ».

SOUSCRIPTIONS

Paris : réunion publique du 17 septembre : Ph : 50 ; Isa : 20 ; BB : 20 ; AR : 10 ; Ct : 20 ; OF : 30 ; Paul : 20 ; M : 20 ; JL : 50 ; Pé : 15 ; Ral : 50 ; S : 10 ; O : 100 ; Pierre : 50 ; Bru : 50 ; J : 30. Didier : 300.

Toulouse : réunion publique du 26 août : Da : 100 ; Chr : 100 ; AM : 100 ; Ric : 50 ; Pe : 50 ; Cl : 50 ; Met : 130.

Total : 1135.

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
**Revue
Internationale / 79**
4^e trimestre 1994 15ff / 100 fb

Editorial
LES GRANDES PUISSANCES
REPENDENT L'ÉCHAOS

Commémorations de 1944
50 ANS DE MÉTIERS DE LA RÉVOLUTION

Documents
GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE : AOÛT 1994
50 ANS DE TRACTS ET DE RÉVOLUTIONS
LE TROTSKY

Milieu politique prolétarien
Polémique avec Prometeo / Communist Review
SUR LA CONCEPTION DU PROLÉTARIAT
DU CAPITALISME

Le communisme n'est pas un bel idéal
mais une nécessité matérielle, X
ANARCHISME ET COMMUNISME

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes. Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe. Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

1914-1994 : depuis 80 ans, le capitalisme plonge l'humanité dans la barbarie

BORDEAUX

Permanence le samedi 8 octobre à 16 h, au "Café des Arts", 138, cours Victor Hugo

CLERMONT-FERRAND

Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia.

GRENOBLE

Permanence le samedi 1er octobre à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet, face à la gare.
Vente de la presse au marché St Bruno le samedi 1er octobre à 10h30, à l'angle des rues de Bonne et Blanchard, de 17h30 à 18h30.

LILLE

Permanence le samedi 15 octobre à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1^{er} et 3^e dimanches du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 19 novembre à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Permanence le vendredi 14 octobre à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le 29 octobre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.
Permanence le mardi 11 octobre de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).
Vente de la presse le samedi 8 octobre de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 15 octobre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 7 octobre et 4 novembre à 20 h 30, à la même adresse.
Vente de la presse à la station du tramway, place du Commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Permanence les samedis 8 et 29 octobre de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte de Choisy.
Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le jeudi 27 octobre à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgnette, route de Seysses, Toulouse.
Permanence les dimanches 9 et 23 octobre, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 9 et 16 octobre, de 11 h à 12 h, au marché aux Pucés (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 22 octobre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.
Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :
« Contact » - rue Leprieux
BORDEAUX :
« Le Roi Lire » - rue S^{te}-Catherine
BREST :
« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND :
« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente
Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras
« Maison de la Presse » - place de Jaude
DIEPPE :
« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue
DUNKERQUE :
« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré
GRENOBLE :
« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent
LAVAL :
« Point presse » - Centre C^{ial} La-Mayenne
« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille
LE HAVRE :
« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales
LILLE :
« Galerie » - 57, rue de Béthune
Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o de-Lattre-de-Tassigny
« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n° 84, Villeneuve-d'Ascq
LYON :
« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :
« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})
« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)
« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)
MELUN :
« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle
MONTAUBAN :
« Maison de la Presse » - rue de la République
MONTPELLIER :
Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud
NANTES :
« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur
« Lanoë » - 2, rue de Verdun
« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :
« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine
ORLÈANS :
« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance
PARIS :
« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})
« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})
« La Boulangerie » - 67, rue de Bagnaux (Montrouge)
SAINT-ETIENNE :
« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet
« Utopia » - rue Pierre-Berard
SAINT-NAZAIRE :
« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès
TOULON :
« Hall de Presse » - bd M^o

Leclerc
TOULOUSE :
« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard
« FNAC » - 81, bd Carnot
« Les Arcades » - place du Capitole
TOURS :
« Librairie » - 104, rue Colbert.

**DISTRIBUÉ
PAR LES N.M.P.P.**
Imprimerie G. Tautin - 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)
Ecrire à l'adresse de World Revolution,
avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F -
PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- Revue internationale : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS
à adresser à :

**RI, BP 581 -
75027 PARIS CEDEX 01**

Pour tout virement postal fait directement à
l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer
les raisons du versement (abonnement
journal ou revue, commande de brochure,
soutien...)

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière
(15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)
Nation ou classe
(15 F + 8 F/18F)
Le trotskysme contre la classe ouvrière
(30 F + 8 F/18F)
Plateforme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8 F/18F)
Organisation communiste
et conscience de classe
(15 F + 8 F/18F)
La décadence du capitalisme
(15 F + 8 F/18F)
L'Etat dans la période de transition
(20 F + 8 F/18F)
Bilan de la lutte des infirmières (octobre
88) (10 F + 8 F/18F)
Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)
La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21 F/33F)
La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)
L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)
La Révolution russe (nouvelle édition)
(15 F + 8 F/18F)

COMMENT LES TROTSKISTES ONT ENVOYÉ LES PROLÉTAIRES AU MASSACRE IMPÉRIALISTE

La position des groupes politiques face à la guerre constitue un critère essentiel permettant d'établir une ligne de démarcation nette entre le camp bourgeois et le camp prolétarien.

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article de la *Gauche Communiste de France* paru en 1947 dans sa revue «*Internationalisme*». Cet article dénonce la fonction contre-révolutionnaire du trotskisme en révélant l'attitude des groupes trotskistes pendant la deuxième guerre mondiale et à la «*Libération*» : abandon de l'internationalisme prolétarien et défense d'un camp impérialiste contre un autre. La position qu'elles ont adoptée dans le passé permet ainsi de voir que les organisations trotskistes n'ont jamais dérogé à cette tradition. Tous leurs discours soi-disant «*anti-impérialistes*» dans les conflits guerriers d'aujourd'hui ne sont qu'une phrase creuse derrière laquelle le trotskisme masque son appartenance au camp du capital.

C'est une grosse erreur, et très répandue, de considérer que ce qui distingue les révolutionnaires du trotskisme est la question de la «*défense de l'URSS*». Si, de toutes les positions politiques qui constituent son programme, la «*défense de l'URSS*», est celle qui manifeste le mieux, le plus nettement, son fourvoiement et son aveuglement, on commettrait toutefois une grave erreur en ne voulant voir le trotskisme qu'à travers cette manifestation. Tout au plus, doit-on voir dans cette défense l'expression la plus achevée, la plus typique, l'abcès de fixation du trotskisme.

Si nous insistons tant sur ce point, c'est parce que trop de gens qui s'ef-

frayent à la vue des marques extérieures de la maladie ont trop tendance à se tranquilliser facilement, dès que ces témoignages disparaissent apparemment. Ils oublient qu'une maladie «*blanchie*» n'est pas une maladie guérie.

Il suffit de prendre pour preuve la question la plus brûlante, celle qui offre le moins d'échappatoires, qui se pose et oppose le plus irréductiblement les positions de classe du prolétariat, de celles de la bourgeoisie : la question de l'attitude à prendre face à la guerre impérialiste. Que voyons-nous ?

Les uns et les autres, majoritaires et minoritaires, avec des slogans différents, tous participent à la guerre impérialiste.

La défense de l'URSS n'est pas le premier critère d'appartenance du trotskisme au camp bourgeois

Qu'on ne se donne pas la peine de nous citer, pour nous démentir, les déclarations verbales de trotskistes contre la guerre. Nous les connaissons fort bien. Ce qui importe, ce ne sont pas les déclamations théoriques, mais la pratique politique réelle qui découle de toutes les positions théoriques, et qui s'est concrétisée dans leur soutien idéologique et pratique aux forces de guerre. Peu importe ici de savoir par quels arguments cette participation fut justifiée. La défense de l'URSS est, certes, un des noeuds les plus importants qui rattache et entraîne le prolétariat dans la guerre impérialiste. Toutefois, il n'est pas le seul noeud. Les minoritaires trotskistes qui rejetaient la défense de l'URSS ont trouvé, tout comme les socialistes de gauche et les anarchistes, d'autres raisons, non moins

valables, et non moins inspirées d'une idéologie bourgeoise, pour justifier leur participation à la guerre impérialiste. Ce furent pour les uns, la défense de la «*démocratie*», pour les autres «*la lutte contre le fascisme*» ou la «*libération nationale*», ou encore le «*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*».

Pour tous, ce fut une question de «*moindre mal*» qui les avait fait participer à la guerre ou dans la «*Résistance*» du côté d'un bloc impérialiste contre l'autre.

Pour manifester la nature de son idéologie, notamment dans la question primordiale de la guerre impérialiste, le trotskisme n'a nullement besoin, comme nous venons de le voir, de la position de défense de l'URSS. Cette défense de l'URSS facilite, évidem-

ment, énormément sa position de participation à la guerre, lui permettant de la camoufler sous une phraséologie pseudo-révolutionnaire. Mais, par là même, elle obscurcit sa nature profonde et empêche de mettre la nature de l'idéologie trotskiste en pleine lumière.

Quiconque a eu des rapports avec les milieux trotskistes en France pendant les années 39-45, peut témoigner que les sentiments prédominants chez eux n'étaient pas tant dictés par la position de la défense de la Russie que par le choix du «*moindre mal*», le choix de la

lutte contre l'«*occupation étrangère*» et de l'«*anti-fascisme*».

C'est ce qui explique leur participation à la «*Résistance*», aux FFI et dans la «*Libération*». Et quand le PCI (trotskiste) de France se voit féliciter par des sections d'autres pays, pour la part qu'il a prise dans ce qu'elles appellent le «*soulèvement populaire de la Libération*», nous leur laissons la satisfaction que peut leur donner le bluff sur l'importance de cette part. Retenons pour le témoignage surtout le contenu politique d'une telle félicitation.

L'attitude du trotskisme face à l'impérialisme

Quel est le critère de l'attitude révolutionnaire dans la guerre impérialiste ?

Les révolutionnaires partent de la constatation du stade impérialiste atteint par l'économie mondiale. L'impérialisme n'est pas un phénomène national. Dans ce stade, il ne saurait y avoir de guerres nationales. La structure impérialiste mondiale détermine la structure de toute guerre. Dans cette époque impérialiste, il n'y a pas de guerres «*progressistes*», l'unique progressivité ne peut exister que dans la révolution sociale. L'alternative historique qui est posée à l'humanité étant la révolution socialiste ou la décadence, par la chute dans la barbarie, par l'anéantissement des richesses accumulées par l'humanité, la destruction des forces productives et le massacre continu du prolétariat dans une suite

interminable de guerres localisées et généralisées. C'est donc un critère de classe en rapport avec l'analyse de l'évolution historique de la société que posent les révolutionnaires.

Voyons comment le pose théoriquement le trotskisme :

«*... Mais tous les pays du monde ne sont pas impérialistes. Au contraire, la majorité des pays sont les victimes de l'impérialisme. Certains pays coloniaux ou semi-coloniaux tenteront sans aucun doute d'utiliser la guerre pour rejeter le joug de l'esclavage. De leur part, la guerre ne sera pas impérialiste mais émancipatrice. Le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs...*» (Le Programme de Transition, chapitre «*La lutte contre l'impérialisme et la guerre*»)

Le rôle contre-révolutionnaire du trotskisme dans la seconde guerre mondiale

Ainsi, le critère trotskiste ne se rattache pas à la période historique que nous vivons, mais crée une notion de référence abstraite et, partant, fautive de l'impérialisme. Est impérialiste uniquement la bourgeoisie d'un pays dominant. L'impérialisme n'est pas un stade politico-économique du capitalisme mondial, mais strictement du capitalisme de certains pays, tandis que les autres pays capitalistes qui sont la «*majorité*» ne sont pas impérialistes. A moins de recourir à une distinction formelle, vide de sens, tous les pays du monde sont actuellement dominés, en fait économiquement, par deux

pays : les Etats-Unis et la Russie. Faut-il conclure que seule la bourgeoisie de ces deux pays uniquement est impérialiste et que l'hostilité du prolétariat à la guerre ne doit s'exercer que dans ces deux pays ?

Bien mieux, si, sur les traces des trotskistes, on retranche encore la Russie, qui, par définition, n'est pas impérialiste, on arrive à cette absurdité monstrueuse qu'il n'y a qu'un seul pays impérialiste au monde : les Etats-Unis. Cela nous conduit à la réconfortante conclusion que le prolétariat a pour devoir d'aider toutes les autres nations

du monde, qui seraient alors toutes «*non impérialistes*» et «*opprimées*»...

Voyons concrètement, comment cette distinction trotskiste se traduit dans les faits, dans la pratique.

En 1939, la France est un pays impérialiste : le trotskisme appelle au «*défaitisme révolutionnaire*».

En 1940-45, la France est occupée : de pays impérialiste, elle devient un pays «*opprimé*». Sa guerre est «*émancipatrice*» ; le devoir du prolétariat est de soutenir sa lutte. Parfait. Mais du coup, c'est l'Allemagne qui devient en 1945 un pays «*occupé*» et «*opprimé*». Le devoir du prolétariat doit donc être de soutenir une éventuelle lutte «*émancipatrice*» de l'Allemagne contre la France. Ce qui est vrai pour la France, l'Allemagne est également vrai pour n'importe quel autre pays : le Japon, l'Italie, la Belgique, etc. Qu'on ne vienne pas nous parler seulement des pays coloniaux et semi-coloniaux. Tout pays, à l'époque impérialiste, qui, dans la compétition féroce entre impérialismes, n'a pas la chance ou la force d'être le vainqueur devient, en fait, un pays «*opprimé*» (par exemple : l'Allemagne et le Japon et, dans un sens contraire, la Chine).

Le prolétariat n'aurait donc pour devoir que de passer son temps à sauter d'un plateau de la balance impérialiste sur l'autre, au rythme des commandements trotskistes et à se faire massacrer pour ce que les trotskistes appellent «*aider une guerre juste et progressiste*» (voir le Programme de Transition, même chapitre).

C'est le caractère fondamental du trotskisme d'offrir au prolétariat, dans toutes les situations et dans toutes ses positions courantes, une alternative, non d'opposition et de solution de classe contre la bourgeoisie, mais le CHOIX entre deux formations, deux forces capitalistes «*opprimées*» : entre bourgeoisie fasciste et antifasciste, entre «*réaction*» et «*démocratie*», entre «*monarchie*» et «*république*», entre guerre impérialiste et guerre «*juste et progressiste*».

C'est en partant de ce choix éternel du «*moindre mal*» que les trotskistes ont participé à la guerre impérialiste, et nullement en fonction de la nécessité de la défense de l'URSS. Avant de défendre cette dernière, ils avaient par-

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de «*socialistes*» ou «*communistes*», ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xix^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'«*indépendance nationale*», de «*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*», quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La «*démocratie*», forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis «*ouvriers*», «*socialistes*», «*communistes*» (les ex-«*communistes*» aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de «*front populaire*», «*front anti-fasciste*» ou «*front unique*», mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, «*officielles*» ou «*de base*», ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain propice de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni «*autogestion*», ni «*nationalisation*» de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'«*organiser la classe ouvrière*», ni de «*prendre le pouvoir*»

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.